

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 14/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC SOCODELI

1195 Chemin des Caires
26 800 Étoile-Sur-Rhône

Références : 20250414-RAP-DAEN0535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement exploité par la société CHIMIREC SOCODELI, implanté 1195 Chemin Les Caires 26 800 Étoile-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 24/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En janvier 2025, la société Chimirec informe l'inspection qu'un lot d'huiles usagées polluées aux PCB a été identifié, son volume est d'environ 60 m³, provenant de la cuve n°3 du site exploité à Étoile sur Rhône. La détection de la pollution a été réalisée à la suite de l'analyse effectuée par le centre de traitement d'huiles usagées de la société ITELYUM en ITALIE.

Selon les analyses effectuées par la société Chimirec JAVENE, la cuve n°3 contient **1 303 ppm** de PCB, la cuve est immédiatement condamnée par un cadenas.

Un prélèvement d'échantillon de cette cuve est envoyé à la société Eurofins laboratoire, accréditée COFRAC. Le résultat de l'analyse est le suivant : **1 473 ppm**.

Une recherche de l'identification du client responsable de la pollution est entreprise, conformément à la procédure de l'éco-organisme CYCLEVIA.

L'échantillon de la cuve n°3, ainsi que les 55 échantillons des clients initiaux ont été envoyés à un laboratoire accrédité COFRAC pour analyse PCB, le client à l'origine de la contamination aux PCB est identifié.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a donné les précisions suivantes sur cette affaire :

- Le traitement des huiles usagées contaminées sera assuré par la société TREDI dans son centre situé à St Vulbas, son coût global est évalué à environ 70 000 € ;
- La cuve n°3 du site d'Étoile Sur Rhône sera vidée semaine 15, sa décontamination sera réalisée par la société Chimirec Malo située à Orange : Cette opération sera réalisée par un agent qui passera par le trou d'homme de la cuve et lavera les parois au moyen d'un nettoyeur haute pression, avec un dégraissant. Si leur teneur en PCB est inférieur à 50 ppm, les effluents résultant de cette opération seront transportés pour traitement au site Chimirec de Beaucaire, dans des conteneurs IBC. Si leur teneur en PCB dépasse 50 ppm, les effluents devront être transportés au centre TREDI de St Vulbas.

Tous les documents liés à cette affaire seront transmis à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC SOCODELI
- 1195 Chemin Les Caires 26 800 Étoile-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102575
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations du site sont les suivantes :

Un bâtiment composé essentiellement de bureaux et d'une aire de dépotage des huiles usées.
La collecte de ces huiles est assurée au moyen de deux camions citerne.

Le site comprend notamment 6 cuves aériennes de stockage de 65 m³ chacune, dont 4 affectées au stockage d'huiles usagées, une au stockage de liquides de refroidissement, et une au stockage d'eaux souillées (eaux de nettoyage industrielles).

Lors de la visite du site, excepté un conteneur IBC de liquide de refroidissement pour voitures, l'inspection n'a pas constaté la présence de déchets stockés ailleurs que dans les cuves, telles que des filtres à huile ou des chiffons souillés par exemple. L'exploitant confirme qu'il ne pratique plus le stockage de ce type de déchets pour le moment.

L'exploitant précise que la quantité annuelle d'huiles usagées collectées baisse au fil des ans. Parmi les facteurs expliquant cette baisse, il cite la part croissante des véhicules électriques vendus par rapport aux véhicules thermiques : En 2024, cette quantité se situe cependant aux alentours de 2 500 tonnes, comme en 2023.

En 2024, 120 tonnes de liquides de refroidissement et 115 tonnes d'eaux souillées ont transité par le site d'Étoile Sur Rhône.

Contexte de l'inspection :

- Événement accidentel : Contamination par des PCB d'une cuve de stockage d'huiles usagées

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Directive IED-Émissions résultant d'accidents/incidents	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe VIII	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
5	Traçabilité des producteurs d'huiles usagées	Code de l'environnement du 27/10/2021, article R. 543-5	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article 6.1.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Directive IED - Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II – Chapitre II	/	Sans objet
4	Gestion des mélanges d'huiles usagées	Code de l'environnement du 27/10/2021, article 543-4	/	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a conduit à découvrir quelques écarts, mais leur importance est limitée, et ils pourront à priori être corrigés assez facilement dans un délai maximal de trois mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/1999, article 6.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/intrusion – Astreinte
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 26/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente en matière de sécurité, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin, pendant et en dehors des heures de travail.</p>
Constats : <p>Les informations données sur les deux panneaux d'affichage situés à l'entrée du site sont désormais cohérentes.</p> <p>L'organisation en place, rappelée lors de la visite d'inspection effectuée le 27 février 2024 n'a pas évolué. Simplement, la société JR Sécurité a succédé à la société AQUILA.</p> <p>Les sapeurs-pompiers de la Drôme ont procédé à une visite du site après notre visite d'inspection effectuée le 27 février 2024, ils ont préconisé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- de supprimer un arbre jugé trop proche des cuves de stockage de déchets ;- d'enlever les branches d'autres arbres, situées à moins de 2 m de hauteur ;- d'afficher sur les cuves de stockage de déchets leur numéro et leur contenu. <p>L'exploitant montre à l'inspection la prise en compte effective de ces conseils.</p> <p>L'exploitant précise qu'une fiche ETARE a été réalisée par les sapeurs-pompiers, de façon à optimiser l'efficacité d'une intervention en cas de sinistre.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant est invité à veiller à la maîtrise de la végétation sur son site, en particulier aux abords des cuves de stockage de déchets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Directive IED- Émissions résultant d'accidents/incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Émissions résultant d'accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 26/06/2024

Prescription contrôlée :

Des procédures sont prévues et des dispositions techniques prises pour gérer les émissions incidentelles ou accidentelles dues à des débordements ou au rejet d'eau anti-incendie, ou provenant des vannes de sécurité.

Constats :Gestion d'un incendie au niveau de l'une des cuves de stockage de déchets :

Il y a eu plusieurs échanges entre l'exploitant et l'inspection des installations classées sur ce sujet important.

Lors de leur visite du site, les sapeurs-pompiers ont confirmé qu'en cas d'incendie au niveau de l'une des cuves de stockage de déchets (huiles usagées essentiellement), leur intervention serait réalisée avec un émulseur, ce qui ne nécessite que peu d'eau.

De ce fait, la rétention actuelle fera également office de bassin de confinement, sous réserve qu'elle soit opérationnelle, c'est à dire étanche et vide d'eau de pluie.

En conséquence, aucune disposition particulière serait à prendre en cas d'incendie pour assurer la maîtrise des effluents générés et liés à l'intervention des sapeurs pompiers (huiles, mousse).

Gestion d'un débordement accidentel du contenu de l'une des cuves de stockage de déchets :

Lors de la visite du site effectuée le 27 février 2024, l'exploitant avait annoncé à l'inspection que le risque de débordement d'une cuve de stockage de déchets allait être maîtrisé prochainement par la mise en place de sondes anti-débordement (asservissement de la pompe qui stoppera le remplissage de la cuve en cas d'atteinte du niveau haut).

L'exploitant précise que cette action n'est pas encore menée sur le site, car des difficultés (problème de fiabilité) ont été rencontrées avec la société pressentie pour l'installation de ces équipements. Le groupe Chimirec-Socodeli vient de choisir une autre société, la société VEGA, pour la fourniture de ce type d'équipements. L'exploitant précise que le devis a été validé, et que le matériel devrait être reçu sous 15 jours. Sa mise en place et le contrôle de son bon fonctionnement seront effectifs au plus tard sous trois mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les rétentions associées aux cuves de stockage de déchets du site doivent être maintenues opérationnelles en permanence par l'exploitant, en contrôlant régulièrement leur étanchéité et en vidant rapidement, après avoir vérifié leur qualité, les eaux de pluie qui y sont piégées.

Lors de la visite du site, l'inspection a aperçu, hors de toute rétention, un conteneur IBC rempli d'un liquide de frein pour voitures : L'exploitant est tenu de placer dans les plus brefs délais, et au plus tard sous 24 heures, dans une rétention étanche et de dimension réglementaire, tout contenant utilisé pour le stockage d'un liquide potentiellement polluant.

Dans un délai maximal de trois mois, toutes les cuves de stockage de déchets du site seront dotées de sondes anti-débordement opérationnelles. Si un événement inattendu remet en cause cette action, l'inspection devra en être informée rapidement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 24 heures – 3 mois

N° 3 : Directive IED - Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe II – Chapitre II
Thème(s) : Risques accidentels, Contamination de lots d'huiles usagées par des PCB
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant applique l'ensemble des procédures de gestion des flux de déchets suivantes, consignées dans le système de management environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Caractérisation et acceptation préalable des déchets (...) b) Procédures d'acceptation des déchets (...) c) Système de suivi et d'inventaire des déchets (...) d) Système de gestion de la qualité des flux sortants (...) <p>Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant rappelle que dans le site sont exploitées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 cuve de stockage de 65 m³ de liquides de refroidissement ; - 1 cuve de stockage de 65 m³ d'eaux souillées (eaux de nettoyage industrielles) ; - 4 cuves de stockage, de 65 m³ chacune, d'huiles noires usagées. <p><u>Pour ce qui concerne les liquides de refroidissement :</u></p> <p>L'exploitant explique que cette cuve joue le rôle de stockage de transit entre le producteur et le centre Chimirec-Socodeli de Beaucaire, dans lequel ces liquides seront régénérés. Le producteur doit envoyer à l'exploitant un échantillon qui sera analysé par le laboratoire du centre de Beaucaire pour la mesure de certaines substances, et par la société Chimirec-PPM, pour la mesure d'autres substances. Si les résultats permettent la régénération dans le centre de Beaucaire, un certificat d'acceptation préalable (CAP) et un devis sont envoyés au producteur. Après acceptation et signature du devis et des conditions figurant dans le CAP, les liquides sont collectés et mis dans la cuve du site d'Etoile Sur Rhône. Quand la quantité de liquides de refroidissement dans cette cuve est suffisante, elle est transportée au centre de Beaucaire pour régénération.</p> <p><u>Pour ce qui concerne les eaux souillées :</u></p> <p>L'exploitant explique qu'elles ne sont pas traitées dans le centre de Beaucaire mais, selon leurs caractéristiques, dans un centre de traitement adapté. Le producteur doit envoyer à l'exploitant un échantillon qui fera l'objet de premières analyses par le laboratoire du centre de Beaucaire, de façon à connaître le(s) centre(s) susceptible(s) de pouvoir les traiter. Un échantillon est également envoyé au centre pressenti pour assurer le traitement. Une fois le centre choisi, un certificat d'acceptation préalable (CAP) et un devis sont envoyés au producteur. Après acceptation et signature du devis et des conditions figurant dans le CAP, les eaux souillées sont collectées et transportées, soit directement au centre de traitement, soit mis</p>

en stockage dans la cuve du site d'Étoile Sur Rhône, dans l'attente d'avoir une quantité suffisante pour l'envoyer en centre de traitement.

Pour ce qui concerne les huiles noires usagées :

Voir le point de contrôle n°5 ci-après.

Examen des procédures en place :

L'exploitant a envoyé à l'inspection, le 4 avril 2025, un mode opératoire intitulé « Échantillonnage » datant du 3 septembre 2021 (Version V01). Ce mode opératoire présente les modalités d'échantillonnage des déchets : réceptionnés, expédiés et stockés sur site. Son objectif est d'obtenir un échantillon le plus représentatif du lot de déchets.

Il s'applique à tout déchet présent chez le client ou sur le site au niveau de sa réception, de son stockage et jusqu'à son expédition. Il couvre le domaine de la caractérisation et de l'acceptation préalable des déchets, il précise les modalités conduisant à l'obtention d'un CAP (certificat d'acceptation préalable), qui est valable 12 mois.

Pour ce qui concerne le système de suivi et d'inventaire des déchets dans le site, l'exploitant rappelle que les deux chauffeurs assurant la collecte des huiles usagées et autres déchets pour le site d'Étoile Sur Rhône sont équipés d'un téléphone mobile dans lequel se trouvent :

- leur tournée à effectuer ;
- les bordereaux numériques à remplir et à faire signer par le producteur des huiles usagées collectées, avec un code à préciser par le producteur.

La société CHIMIREC dispose d'un logiciel privé appelé UNICOM pour recenser les données nécessaires à la gestion des déchets dangereux collectés dans l'ensemble de ses sites. Ainsi, tous les chauffeurs de la société CHIMIREC assurant la collecte des déchets utilisent UNICOM uniquement, ils n'ont pas à utiliser Trackdéchets. En effet, une passerelle est en place entre UNICOM et Trackdéchets, les transferts de données sont assurés par des personnes de la société CHIMIREC ayant les connaissances requises. Ceci permet d'assurer un bon niveau de sécurité.

Pour ce qui est de l'inventaire des déchets dans le site d'Etoile Sur Rhône, l'exploitant précise qu'il est réalisé chaque lundi, avec un relevé des jauges de chacune des 6 cuves de stockage de déchets. Cette action est donc menée très rapidement. L'exploitant souligne que sauf cas exceptionnel, il n'y a pas d'autres déchets gérés dans le site.

Pour ce qui concerne le système de gestion de la qualité des flux sortants : Avant tout transport, le contenu de chaque cuve fait l'objet d'une prise d'échantillons dont l'un est envoyé au centre pressenti pour recevoir le contenu de la cuve. Si les résultats d'analyses montrent l'aptitude du centre à prendre en charge les déchets, ceux-ci sont transportés dans le centre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Gestion des mélanges d'huiles usagées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article 543-4

Thème(s) : Risques accidentels, Mélanges problématiques à écarter

Prescription contrôlée :

« Les huiles usagées dotées de caractéristiques différentes sont collectées séparément les unes des autres ainsi que des autres déchets ou substances qui empêchent leur régénération ou une autre opération de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental au moins équivalents à ceux de la régénération.

« Les huiles usagées ne sont pas mélangées avec d'autres déchets ou substances aux propriétés différentes y compris avec des huiles usagées dotées de caractéristiques différentes si un tel mélange empêche leur régénération ou une autre opération de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental au moins équivalents à ceux de la régénération. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant précise que les 4 cuves du site n'accueillent que des huiles noires usagées, il n'y a pas d'autres catégories d'huiles stockées en cuves dans ce site.</p> <p>Les seules familles de substances à ce jour recherchées, pouvant empêcher la régénération des huiles noires, sont les composés chlorés, en particulier les PCB. Avant envoi du contenu d'une cuve dans un centre de régénération d'huiles usagées, la société Chimirec envoie un échantillon au centre pour analyses. Si les résultats sont satisfaisants, le transport des huiles noires est réalisé. À l'arrivée dans le centre, un nouvel échantillon est constitué et analysé.</p> <p>L'exploitant signale que si le pourcentage d'eau dans les huiles noires dépasse 5 %, un surcoût de traitement est imposé (de l'ordre de 250 €/tonne).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Traçabilité des producteurs d'huiles usagées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/10/2021, article R. 543-5
Thème(s) : Risques accidentels, Traçabilité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« I. Toute collecte d'huiles usagées fait l'objet du bordereau mentionné à l'article R. 541-45. »</p> <p>II. Sur toute collecte d'huiles usagées, le collecteur-regroupeur procède contradictoirement au prélèvement de deux échantillons représentatifs avant tout mélange des huiles collectées. L'un de ces échantillons est conservé par le collecteur-regroupeur, l'autre est conservé, selon le cas, soit par le détenteur des huiles usagées, soit par leur collecteur jusqu'au traitement final du lot d'huiles usagées. « Ces échantillons portent le numéro du bordereau mentionné au I du présent article. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer un contrôle des échantillons des huiles usagées collectées dans la cuve n°4 du site. Sur place, la jauge de cette cuve indique son contenu, il s'élève à environ 60 m³.</p> <p>Il est constaté que les échantillons associés aux collectes des huiles usagées vidées dans les 4 cuves de stockage du site sont tous stockés en vrac, mélangés dans un même fût. Un échantillon est examiné, son étiquette indique non pas un numéro de bordereau de suivi de déchets, comme imposé réglementairement, mais un numéro figurant sur un « bon d'huile » en papier, rempli pour chaque producteur, indépendamment du bordereau de suivi de déchets réglementaire. L'exploitant explique que cette pratique est ancienne et permet de conserver la traçabilité de la collecte. L'échantillon conservé par le producteur et celui par le collecteur ont ce même numéro provenant du « bon d'huile ».</p> <p>L'exploitant a envoyé à l'inspection le 4 avril 2025 une copie d'un bordereau de suivi de déchets concernant des huiles noires qu'il a collectées : Sur ce bordereau est précisé le numéro</p>

d'échantillon, qui permet ainsi d'assurer le lien entre le bordereau de suivi de déchets et l'échantillon prélevé dans ces déchets.

L'échantillon n'est pas complété, lors du dépotage dans l'une des 4 cuves de stockage du site, par le numéro de la cuve. L'exploitant explique qu'il est extrêmement rare de devoir effectuer des recherches au niveau des échantillons, pour cause de contamination, par des PCB ou autres composés chlorés, d'une cuve de stockage d'huiles usagées. Cet événement est cependant survenu récemment dans le site d'Etoile-Sur-Rhône, ce qui l'a contraint à faire les recherches nécessaires. Celles-ci furent très fastidieuses compte tenu de l'organisation en place, mais le lot d'huiles contaminées a été retrouvé, ce qui montre que la traçabilité est assurée.

L'exploitant a tiré les enseignements suivants de cette affaire, il a décidé de faire évoluer ainsi son organisation :

- Disposer d'un contenant d'échantillons par cuve de stockage d'huiles usagées.
- Sur l'étiquette de chacun des 2 échantillons prélevés lors de la collecte d'un lot d'huiles usagées auprès d'un producteur, il y aura un numéro unique qui sera saisi sur le bordereau de suivi de déchets signé électroniquement par ce producteur.
- Quand une cuve nécessite d'être vidée, elle fait l'objet d'un prélèvement ; l'un des échantillons constitués est envoyé à l'unité de régénération qui traitera son contenu. Si son analyse montre l'absence de contamination, le contenu de la cuve est transporté à l'unité, et les échantillons issus de toutes les collectes liées au contenu de cette cuve sont mis à part et conservés jusqu'au traitement final du contenu de la cuve.

L'exploitant a envoyé à l'inspection le 4 avril 2025 une consigne de sa société datant du 3 novembre 2022 (version V4), portant sur l'échantillonnage des huiles usagées. Elle porte essentiellement sur les modalités de prise d'échantillons et n'appelle pas d'observations particulières de la part de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans les plus brefs délais et au plus tard sous **3 mois**, la nouvelle organisation proposée par l'exploitant sera en place et opérationnelle.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

(...) Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

« Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

« Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système

de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

« La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences. »

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après un impact de foudre », par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois « après la vérification ».

Constats :

L'exploitant présente à l'inspection le rapport établi par la société DEKRA portant sur la vérification, le 30 mai 2024, du dispositif de protection du site contre la foudre. Il conclut à l'absence d'anomalies.

La société DEKRA est certifiée F2C.

Lors de sa visite du site, l'inspection a contrôlé le compteur de coup de foudre relié au paratonnerre du site à dispositif d'amorçage : Il indique « 0 ».

Type de suites proposées : Sans suite